

31 mai 2021

Évolutions monétaires – France • Avril 2021

La progression des dépôts à vue est toujours forte

Le rythme annuel de croissance des dépôts à vue se modère pour s'établir à + 13,1 % en avril 2021 (après + 17,4 % en mars et + 23,1 % en février 2021).

La croissance annuelle de l'agrégat M2 – M1 se tasse également (+ 8,8 % en rythme annuel, après + 9,7 % en mars) principalement en raison d'une moindre hausse des comptes sur livret (+ 9,8 %, après + 10,5 % en mars) et dans une moindre mesure, d'une plus faible progression des dépôts à terme inférieurs à 2 ans (+ 2,8 %, après + 4,8 % en mars).

La forte progression des placements sous forme de titres d'OPC monétaires (+ 26,5 %, après + 21,1 %) pousse la croissance de l'agrégat M3-M2, qui s'établit à 10,1% sur un an (après + 3,0 % en mars et + 3,7 % en février).

Après prise en compte des engagements et avoirs monétaires bruts vis-à-vis du reste de la zone euro, la croissance de la composante française de l'agrégat M3 est quasi stable en avril 2021 (+ 12,3 % en rythme annuel, après + 12,4 % en mars et +15,5 % en février 2021).

France : ressources monétaires des institutions financières monétaires

	Encours (en Mds €) (a)		Taux de croissance annuel (en %) (a)	
	avr-21	févr-21	mars-21	avr-21
Dépôts à vue	1 428	23,1	17,4	13,1
= Ressources résidentes incluses dans M1	1 428	23,1	17,4	13,1
<i>Ressources résidentes incluses dans M1, moyenne mobile 3 mois</i>		23,4	21,4	17,9
Dépôts à terme ≤ 2 ans	120	9,9	4,8	2,8
+ Comptes sur livret	799	10,4	10,5	9,8
= Ressources résidentes incluses dans M2-M1	918	10,3	9,7	8,8
<i>Ressources résidentes incluses dans M2-M1, moyenne mobile 3 mois</i>		9,9	10,0	9,6
Titres d'OPC monétaires	293	6,9	21,1	26,5
+ Pensions	33	51,7	-35,1	-30,0
+ Titres de créance ≤ 2 ans	49	-24,9	-30,1	-20,3
= Ressources résidentes incluses dans M3-M2	375	3,9	3,0	10,1
<i>Ressources résidentes incluses dans M3-M2, moyenne mobile 3 mois</i>		9,5	5,2	5,7
Total des ressources résidentes incluses dans M3	2 722	15,6	12,6	11,2
<i>Total des ressources résidentes incluses dans M3, moyenne mobile 3 mois</i>		16,4	14,8	13,1
+ Engagements monétaires bruts vis-à-vis du reste de la zone euro	272	5,2	5,3	18,8
- Avoirs monétaires bruts vis-à-vis du reste de la zone euro	43	-28,3	-17,3	-10,9
= Composante française de l'agrégat monétaire M3 de la zone euro	2 951	15,5	12,4	12,3
<i>Composante française de l'agrégat monétaire M3 de la zone euro, moyenne mobile 3 mois</i>		16,5	14,9	13,4

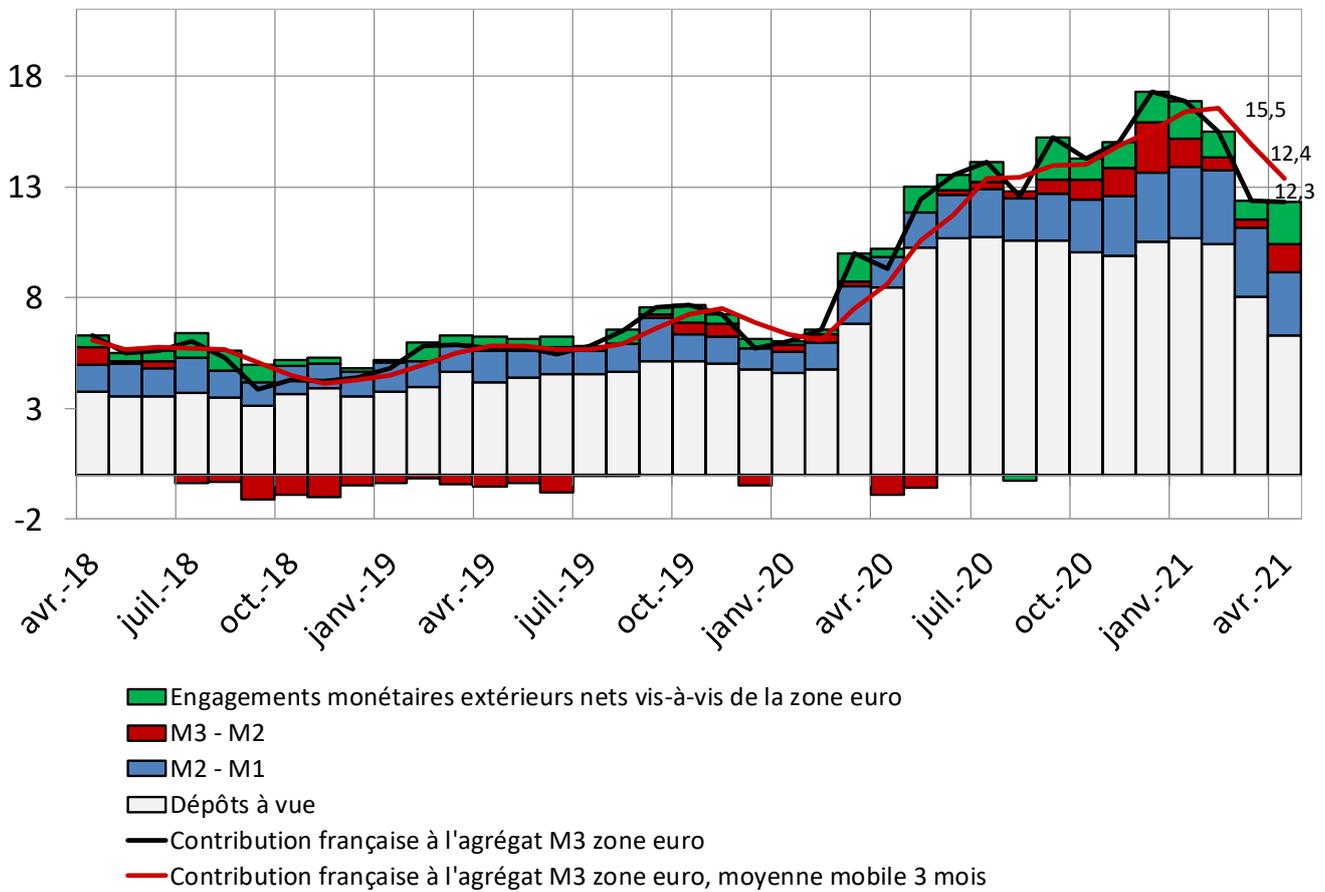
(a) Données cvs.

Source et réalisation : Banque de France – Direction générale de la statistique, des études et de l'international



Contributions à la croissance de la composante française de M3

(Taux de croissance annuel en %)



Complément

L'encours des avoirs monétaires (hors billets et pièces) est constitué de placements d'une durée inférieure ou égale à 2 ans que les agents détenteurs de monnaie (ménages, sociétés non financières, administrations publiques hors administration centrale, sociétés d'assurance, OPC non monétaires, entreprises d'investissement et organismes de titrisation, pour l'essentiel) détiennent auprès des institutions financières monétaires (établissements de crédit, sociétés de financement, Caisse des dépôts et consignations, OPC monétaires et banque centrale).

Les comptes sur livrets comprennent les livrets A, les livrets de développement durable, les comptes d'épargne logement, les livrets d'épargne populaire, les livrets jeunes et les livrets ordinaires. L'épargne réglementée est en partie centralisée au Fonds d'épargne géré par la Caisse des dépôts et consignations et ne fait ainsi que transiter par les bilans des banques. Les pensions sont des opérations d'achats temporaires de titres par la clientèle (notamment entreprises, assurances et OPC non monétaires). Les titres de créance à deux ans au plus comprennent principalement des certificats de dépôts émis par les banques françaises et souscrits par des clients qui n'ont pas la qualité d'établissement de crédit ou d'OPC monétaire.

Les taux de croissance des encours sont calculés en corrigeant les variations d'encours des effets ne résultant pas de transactions économiques, en particulier des corrections d'erreurs de classement, mais pas des effets de change.

